



Actuellement, l'impôt sur le tabac rapporte environ 2 milliards de francs par an à la Confédération. Samuel Schalch/Tages-Anzeiger

Le paquet de cigarettes passera-t-il bientôt à 12 francs?

Tabac et politique Une intervention vert'libérale relance le débat sur le tabagisme, dont les conséquences pèsent jusqu'à 5 milliards de francs par an sur le système de santé.

Konrad Staehelin

La Suisse est un paradis pour les fumeurs et l'industrie du tabac. Les réglementations sur la publicité et les zones sans fumée y sont moins strictes qu'à l'étranger. Les taxes sur les cigarettes figurent également parmi les plus basses d'Europe. Les Vert'libéraux veulent changer la donne avec une intervention déposée il y a deux semaines.

Avec un salaire moyen d'environ 7000 francs brut par mois, les travailleurs suisses pourraient s'offrir près de 800 paquets de Marlboro Red à 9 francs l'unité. En Autriche, ce chiffre tombe à moins de 500, en Allemagne à 400 et en France à 250. Autrement dit, rapportées au pouvoir d'achat, les cigarettes restent bon marché en Suisse. Ce n'est pas une question de prix absolu – la France est d'ailleurs le seul pays voisin où les cigarettes coûtent plus cher. La raison? Les salaires suisses élevés.

La politique helvétique se trouve face à un dilemme: d'un côté, les salaires élevés ne doivent pas rendre les produits plus chers qu'à l'étranger. Sans quoi les Suisses n'y gagneraient rien.

D'autre part, les cigarettes ne peuvent pas être comparées à des crèmes pour la peau ou à des chaussures. La collectivité paie jusqu'à 5 milliards de francs par an pour compenser les absences des fumeurs malades et financer leurs traitements dans un système de santé basé sur la solidarité. Selon la recherche, une hausse de 10% du prix des cigarettes réduirait la consommation et, à long terme, les coûts pour la collectivité de 4%.

L'impôt sur le tabac contesté

C'est pourquoi le prix des cigarettes diffère de celui des autres produits: pour les marques les plus courantes, les taxes repré-

sentent aujourd'hui 60% du prix de vente en Suisse.

Au-delà de la protection de la santé, les recettes fiscales ont poussé de nombreux pays à augmenter fortement les taxes ces dernières années. En France, par exemple, le prix d'un paquet a plus que doublé depuis 2012, pour atteindre environ 13 euros.

En Suisse, en revanche, les cigarettes coûtent toujours presque le même prix qu'en 2013. Depuis, le parlement n'a voté qu'une seule fois pour augmenter les taxes sur les cigarettes: en 2016, une majorité de centre droit a néanmoins rejeté une proposition portée par la gauche et allant dans ce sens.

Jusqu'à présent, la ligne de conflit était habituelle: la gauche veut augmenter l'impôt, la droite s'y oppose. Avant les élections fédérales de 2023, Philip Morris International, le plus grand groupe de tabac du monde, dont le siège est à Lausanne, a versé 35'000 francs au PLR et à l'UDC (*ndlr: 35'000 francs à chacun des partis*). Les partis l'ont indiqué sur la plateforme de la Confédération consacrée au financement de la politique.

«Ces subventions montrent de manière exemplaire comment l'industrie du tabac protège ses intérêts par des dons aux partis et par sa proximité politique», commente l'Association suisse pour la prévention du tabagisme à Berne. Celle-ci est largement financée par le fonds de prévention du tabagisme, lui-même alimenté par les taxes sur les cigarettes payées par les fumeurs.

Le conseiller national Andreas Glarner (UDC/AG) est l'un des plus actifs dans la lutte contre une augmentation des taxes sur le tabac. «Nous ne sommes certainement pas le bras armé de l'industrie du tabac, assure-t-il. Nous votons ainsi parce que cela correspond à nos convictions.» Pour lui, l'objectif est de mainte-

nir des prix bas pour les consommateurs. La politique devrait cesser d'essayer d'éduquer les gens par le biais des taxes, estime-t-il.

Adapter le prix du tabac

Ces dernières années, le PLR et l'UDC ont martelé le même argument: la Confédération ne doit pas augmenter ses recettes, mais réduire ses dépenses. Depuis 1991, le budget fédéral a en effet progressé près de 50% plus vite que la performance économique par habitant.

Le centre gauche adopte une position moins stricte. Dans leur dernière intervention, les Vert'libéraux souhaitent inciter le Conseil fédéral à augmenter les impôts sur le tabac pour que «le prix des cigarettes, corrigé en fonction du pouvoir d'achat, corresponde à peu près au niveau des pays voisins».

Le montant de l'augmentation nécessaire est une question d'interprétation. Si l'on se base uniquement sur le nombre de paquets qu'une personne peut acheter avec un salaire moyen, le prix en Suisse devrait dépasser 17 francs.

La cheffe du groupe vert'libéral, Corina Gredig, tient en revanche compte du niveau de prix généralement plus élevé en Suisse. Le paquet passerait ainsi à 11 ou 12 francs, selon ses calculs. «Une augmentation plus importante n'aurait aucune chance politique et entraînerait des effets secondaires indésirables», dit-elle.

Plus d'une personne sur cinq

Dans un rapport publié fin 2025, la Confédération signale le risque d'une augmentation de la contrebande et d'une intensification du tourisme d'achat. Corina Gredig entend lutter contre ce dernier en abaissant également la limite des importations hors taxes, actuellement fixée à 250 cigarettes par personne et par jour.

Actuellement, l'impôt sur le tabac rapporte environ 2 milliards de francs par an à la Confédération. Cette somme tend à diminuer: le nombre de fumeurs baisse et une partie d'entre eux se tourne vers des produits de substitution moins taxés, comme les cigarettes électroniques. Aujourd'hui, un bon cinquième de la population suisse fume encore. Dans la plupart des pays européens, cette proportion est plus élevée.

La Confédération utilise ces recettes pour cofinancer sa part des dépenses de l'AVS, en forte croissance. Si elle augmentait l'impôt sur le tabac pour faire passer le prix du paquet à 12 francs, elle encaisserait environ 500 millions de francs supplémentaires, selon les estimations.

C'est probablement Le Centre qui décidera du sort du projet de Corina Gredig. Par le passé, le parti a tantôt voté avec la gauche, tantôt avec la droite sur les questions liées au tabac. Certains parlementaires du parti estiment que les chances d'obtenir le soutien du Centre pour de telles recettes supplémentaires sont aujourd'hui plus élevées qu'auparavant.

Cela s'explique aussi par le fait que son conseiller fédéral Martin Pfister cherche de l'argent pour développer l'armée. De plus, l'initiative en suspens du parti visant à supprimer le plafonnement des rentes pour les couples mariés coûterait de nouveau des milliards à l'AVS. Pour l'instant, une augmentation de la TVA et des charges salariales sont en ligne de mire, comme pour le financement de la 13^e rente AVS. «Au lieu de recourir encore une fois au même moyen, il serait temps d'envisager d'autres options en complément», estime Corina Gredig.

Traduction: Olivia Beuchat